

[Text]

factory answer, we would shut down. That is not true of most other media, but CBC policy is such that when requested to do a certain thing by a competent authority because it will endanger, we have no choice but to do so. Presumably senior managers in the corporation, if unsatisfied with the answer, would make the decision. It would not be made in the heat of the operational circumstance.

Senator MacDonald (Halifax): But this is not the case with other outlets?

Mr. Alboim: I do not know if that is true.

Senator MacDonald (Halifax): You just said as much.

Mr. Alboim: My sense is that it is true.

Senator MacDonald (Halifax): It is an important point.

Mr. Alboim: I am not talking about the line of command. My sense is the line of command would reject this, but it is not a structure. I am not saying that other outfits would not accept the request. I agree that ultimately other outfits would accept the request. We just have a heavier policy line to follow in this context.

Senator Gigantès: You have not covered my point.

Mr. Alboim: On the substantive point, I think you are focusing on the wrong issue. It is not whether the RCMP is capable of monitoring 15 radio bands and seven television bands. I agree that they should be able to, but that is not the issue. There are discrete actions that take place in the circumstance. How many discrete actions took place during the course of the six hours of this hostage-taking? Perhaps ten or a dozen—negotiators have gone into the bus, a walkie-talkie was passed through a window, someone crawled under the bus and so on. There is nothing to preclude, before the onset of these discrete activities, most of which are determined by a police timetable, the police from simply saying, "In the next few minutes you will see this person do the following thing, please do not report it." I am not talking about locking the barn door after the cows have left. Obviously, in an uncontrolled environment we all have difficulties, but compare the hours of sitting around to the minutes of activity in this event. Perhaps the police could answer this point better, but there were a very finite number of initiated discrete actions, to which the police could have simply said, had they chose to, "Please do not deal with these." The police could have said, "We are placing snipers in the following places, please do not use these pictures." We are not talking about a gigantic jigsaw puzzle that is beyond the wit of all of us to sort out. We are talking about, though it is unpredictable, a fairly systemic kind of operation. Again, going back to the repelling exercise, that is something separate, except, again, I do not see why police would not say, "There will be three men coming out of a helicopter but please do not photograph them." That would seem perfectly reasonable.

[Traduction]

que 99 fois sur 100, que l'on ait eu ou non une réponse satisfaisante, on va arrêter la transmission. Il n'en va pas de même pour la plupart des autres stations, mais la politique de CBC est telle que lorsque les autorités compétentes nous demandent de faire une chose précise en raison des risques, nous n'avons pas le choix, nous devons obtempérer. Il est possible que ce soient les cadres supérieurs de la Société qui, s'ils ne sont pas satisfaits de la réponse, prennent cette décision. Elle ne saurait être prise dans l'énerverment du moment.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Mais vous dites que tel n'est pas le cas pour les autres stations?

M. Alboim: Je ne sais pas si cela est vrai.

Le sénateur MacDonald (Halifax): Vous venez de le dire.

M. Alboim: Il me semble que c'est vrai.

Le sénateur MacDonald (Halifax): C'est une question importante.

M. Alboim: Je ne parlais pas de la hiérarchie qui, il me semble, rejeterait une telle chose, mais il ne s'agit pas d'une structure. Je ne veux pas dire par là que d'autres stations n'accepteraient pas une telle demande. Nous avons simplement une politique plus stricte à suivre à cet égard.

Le sénateur Gigantès: Vous n'avez pas répondu à ma question.

M. Alboim: Pour ce qui est du fond, il me semble que vous vous attachez à ce qui n'importe pas ici. Il ne s'agit pas de savoir si la Gendarmerie royale peut contrôler 15 fréquences radio et 7 fréquences télévision. J'admets aussi que cela devrait être possible, mais là n'est pas la question. Il y a les actions distinctes que l'on effectue en l'occurrence. Combien y en a-t-il eu au cours de cette prise d'otages de six heures? Peut-être dix ou douze: les négociateurs sont montés à bord du bus, un walkie-talkie a été passé par une fenêtre, quelqu'un a rampé sous le bus, etc. Rien n'empêche la police de dire: «Dans les minutes qui suivent, vous allez voir telle personne faire telle chose; nous vous demandons de ne pas le signaler», avant que ces actions qui sont décidées en fonction du programme de la police n'aient lieu. Je ne veux pas parler de fermer les portes de l'étable une fois que les vaches sont sorties. Il est évident que lorsqu'on est à la merci des événements, on a des difficultés; mais il faut comparer le temps que l'on a passé à attendre par rapport aux moments d'activité au cours de cet incident. La police pourrait sans doute répondre à cette question mieux que moi, mais il y a eu un nombre très précis d'actions distinctes qui ont été lancées et pour lesquelles la police aurait pu dire, si elle l'avait voulu: «Ne vous en occupez pas.» La police aurait pu dire: «Nous mettons des tireurs d'élite à tel et tel endroit, ne passez pas ces images.» Nous ne parlons pas d'un puzzle géant qui dépasse l'entendement de tout le monde. Nous parlons d'une opération assez systématique bien qu'imprévisible. Je reprends mon exemple des hommes que l'on descend d'un hélicoptère au bout d'une corde; il s'agit d'une chose différente, mais que je ne vois pas pourquoi la police ne pourrait pas dire: «Trois hommes vont sortir de l'hélicoptère, nous vous demandons de ne pas les photographier.» Cela semble tout à fait raisonnable.